

Questions orales

M. Blackburn (Brant): Mettez fin à ce commerce.

M. Clark (Yellowhead): Des milliers d'emplois se trouvent en jeu au Canada. Le Nouveau parti démocratique a beau ne pas se préoccuper des emplois des Canadiens, cela m'intéresse.

Des voix: Bravo!

M. Blackburn (Brant): Renoncez au commerce des armements.

* * *

[Français]

L'ADMINISTRATION

LES PRÉSUMÉES CONTRADICTIONS AFFÉRENTES AU SYSTÈME DE DÉFENSE DE LA SOCIÉTÉ OERLIKON

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de la Défense nationale concernant l'affaire Oerlikon.

Dans sa lettre du 2 octobre 1986 adressée à mon collègue de Renfrew—Nipissing—Pembroke, le ministre affirmait, et je cite:

Le projet proposé par Oerlikon-Burhle satisfaisait à toutes les exigences... incluant l'exigence d'utilisation en toutes conditions climatiques.

J'ai ici un document d'Oerlikon Aérospatiale qui affirme le contraire. Je demande au ministre: Pourquoi a-t-il donné de telles assurances au sujet d'un projet d'un milliard de dollars, alors qu'il savait fort bien que telle n'était pas la situation?

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Parce que, monsieur le Président, l'équipe chargée d'évaluer les soumissions a établi que le projet d'Oerlikon permettait d'abattre tout ce qui vole, peu importe les conditions météorologiques.

LA POSITION DU MINISTRE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je suis content que le ministre ait dit cela. J'ai aussi un document du ministère de la Défense nationale qui stipule qu'il est essentiel que le système de défense aérienne à basse altitude déployé pour défendre les brigades—pas seulement dans les airs—puisse les défendre dans n'importe quelles conditions climatiques. Comment le ministre peut-il justifier cette dépense? Comment peut-il justifier la réponse qu'il vient de donner quand elle contredit carrément le document d'Oerlikon et l'étude de son propre ministère que j'ai ici devant moi? Comment peut-il expliquer cela?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, l'étude faite par mon ministère visait à déterminer si le système Oerlikon était capable ou non d'abattre tout ce qui peut voler et la réponse obtenue était oui.

M. le Président: Le député de Western Arctic.

M. Cassidy: Il a abattu le gouvernement.

Une voix: Vous autres, vous n'avez jamais pu voler.

M. Gauthier: Et vous ne volerez jamais.

* * *

LA PAPAUTÉ

LA VISITE POSSIBLE DU PAPE À FORT SIMPSON (T.N.-O.)

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Après la rencontre d'hier entre le premier ministre et Sa Sainteté le pape, peut-on maintenant confirmer que le pape se rendra à Fort Simpson dans les Territoires du Nord-Ouest l'automne prochain? La date de la visite a-t-elle été fixée?

Une voix: Bonne question.

M. Blackburn (Brant): Ne parlez pas pour ne rien dire cette fois-ci, Joe.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le premier ministre a rencontré Sa Sainteté au Vatican. Je peux confirmer que la visite à Fort Simpson aura lieu. Sa Sainteté a exprimé son vif désir de venir au Canada et le premier ministre, bien sûr, lui a dit qu'il serait le bienvenu. On me demande aussi à quelle date il viendra. Le député sait que le pape a été invité par la Conférence canadienne des évêques catholiques à l'occasion de sa visite pastorale. C'est donc la Conférence qui discutera de la date avec le pape.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET DES ÉTATS-UNIS DE VENDRE DU BLÉ À LA CHINE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, c'est au ministre chargé de la Commission canadienne du blé que je m'adresse. Le ministre est sans doute au courant des rapports publiés aujourd'hui selon lesquels, en recourant à leurs méthodes commerciales injustes, les États-Unis auraient vendu à la Chine un million de tonnes métriques de blé fortement subventionné. Le gouvernement du Canada a-t-il envoyé à Washington un message formulé dans les termes appropriés pour faire savoir qu'il est très mécontent de ce genre de mesures?

L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)): Monsieur le Président, le député soulève là une affaire que tous, j'en suis persuadé, tiennent pour extrêmement grave. Le député devrait savoir que si les Américains ont fait une offre, les Chinois ne l'ont pas encore acceptée. Nous continuons de répéter aux Américains que nous ne pensons pas que leur approche va donner les résultats escomptés, et au lieu de leur adresser des messages, nous avons pris des mesures.